

# **IRAN : INGERENCE EXTERIEURE**

## **OU**

# **LUTTE INTERNE POUR LE POUVOIR**

**Par Jean-Claude Courdy**

*La théocratie iranienne du guide suprême, l'Ayatollah Khamenei et de son féal Ahmadinejad accuse les Etats-Unis, la France, l'Allemagne et la Grande Bretagne, d'ingérence dans leurs affaires intérieures. Cette manière de se défaire de ses responsabilités est l'apanage des dictatures qui savent trouver des exutoires commodes « par où s'épanche leur déraison » pour paraphraser Flaubert.*

Le ministre iranien des affaires étrangères, Manouchehr Mottaki, a beau jeu de parler à propos des dirigeants européens et américains de « remarques irresponsables ». Si un magazine américain parle de vacillement de la théocratie islamique, il s'agit sans doute d'une illusion. La réalité paraît donner raison à la frange la plus conservatrice du peuple entraînée par les « Pasdarans », gardiens de la révolution, car ceux-ci, selon des informations puisées à bonne source, contrôlent un tiers de l'activité économique du pays. Là réside le socle du pouvoir actuel. Tout changement de personnel politique risquerait à l'évidence d'impliquer une réforme de ce corps de privilégiés dont on sait qu'il est à l'origine de détournements faramineux de pétrodollars. Officiellement ou non, les « Pasdarans » sont présents dans tous les secteurs où on brasse des capitaux. Selon un site Internet asiatique basé à Bangkok, un rapport de l'office national chargé des audits, en date de février 2009, parle de la disparition de un milliard de dollars de revenus pétroliers. Les opposants à Ahmadinejad affirment que le montant total des détournements s'élèverait à quarante six milliards de dollars. Cet argent sert à soutenir les mouvements islamistes dans le monde comme le Hezbollah libanais. On comprend dès lors pourquoi les « Pasdarans » craignent tellement un changement à la tête de l'exécutif iranien. Dans le même temps les dirigeants actuels de l'Iran, autrement dit la faction qui soutient l'Ayatollah Khamenei et le Président Ahmadinejad savent que leur pouvoir demeure protégé tant que les « Pasdarans » détiendront une puissance économique aussi importante.

L'idée qu'Ahmadinejad ou le guide suprême Khamenei frappés de l'étiquette conservateur puissent écartés au profit de l'Ayatollah Rasfadjani et du Président Mir Hossein Moussavi qualifiés de modérés ne change en rien pour les occidentaux la tentative d'hégémonie iranienne sur le monde musulman.

Pour essayer de désamorcer toute tentative de déstabilisation, Ahmadinejad a choisi la stratégie éculée la plus facile : les manifestations, les affrontements de rues, les milliers d'opposants au régime de restriction des libertés publiques, imposé par l'Ayatollah Khamenei, le bouillonnement intellectuel de l'Iran, tout est de la responsabilité de l'occident. L'arrestation en juin 2009, d'employés locaux de l'ambassade de Grande Bretagne à Téhéran, démontre l'intimidation et le harcèlement dont sont capables le gouvernement et son président, harcèlement que l'Union Européenne a dénoncé officiellement.

A l'intérieur, un gouvernement soi-disant élu a commencé une épuration implacable : Universitaires, étudiants, anciens ministres, défenseurs des droits de l'homme, iraniens de tous âges, sont arrêtés sur dénonciation des comités de quartier, torturés tabassés voir exécutés par les « Bassidji », les milices armées du régime. Mahmoud Ahmadinejad veut faire peur aux populations soumises à l'arbitraire.

Pour le gouvernement, l'enjeu est une question de survie. Il s'est placé lui-même dans une situation de non retour qui exige l'extermination totale de toute opposition, à n'importe quel prix. Les radicaux islamiques poursuivent donc leur épuration. Jusqu'où ? Le scénario d'une révolution totale n'est pas à exclure, qui conduirait à un renversement de pouvoir sur le modèle de celui qui a entraîné la chute de la dynastie des Pahlavi. Mais le moment n'est sans doute pas venu où une société civile pourrait, dans l'union, être capable de remettre les religieux à leur place et de rétablir un régime de séparation des pouvoirs.

Il est plus probable de voir se dessiner temporairement, dix, vingt ou cinquante ans, un autre scénario : celui d'un Iran, internationalement isolé, n'ayant d'autre soutien, au demeurant fort mesuré, que celui de la Russie et celui de la Chine, pour des raisons géostratégiques qui leur sont propres.

Quoi qu'il arrive aujourd'hui et quel que soit le pouvoir politico-religieux en place, Israël et le monde occidental demeureront les ennemis à abattre. L'objectif de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire ira à son terme. C'est bien de cela qu'il s'agit. Les ingénieurs de l'Agence Internationale de l'Energie atomique (AIEA) ont régulièrement fait des promenades de santé en Iran et sur les sites où tournent à plein rendement

les centrifugeuses destinées à enrichir l'uranium. A Genève, le 1<sup>er</sup> octobre 2009, un accord de principe avait été trouvé pour permettre à l'Iran de faire enrichir son uranium à l'étranger pour des usages civils. Mais voilà ! Moins de quatre mois après l'accord de Genève, le Président Ahmadinejad lançait à, à la Centrale atomique de Natanz, un processus d'enrichissement à 20%, officiellement sous la supervision d'inspecteurs de l'AIEA.

Un pas en avant deux pas en arrière. Quatre mois après l'accord de principe trouvé à Genève le 1er octobre dernier, sur l'enrichissement de l'uranium iranien à l'étranger, les négociations concernant l'insoluble dossier du nucléaire iranien sont à nouveau au point mort. Conformément à l'ordre qui a été donné par le président Mahmoud Ahmadinejad dimanche, l'Iran a officiellement lancé mardi le processus d'enrichissement d'uranium à 20% sur le site de Natanz (centre) sous la supervision d'inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Les scientifiques auraient précisément injecté 25 kilos d'uranium à 3,5% dans les centrifugeuses de Natanz, selon la chaîne de télévision iranienne Al-Alam.

Cette production a pour but, selon la République islamique, d'alimenter son réacteur nucléaire de recherche situé à Téhéran, mais les Occidentaux craignent que le combustible ainsi obtenu ne serve en réalité à un programme militaire nucléaire, autrement dit à fabriquer l'arme atomique.

## **Pas d'enrichissement en Russie et en France**

Cette décision de Téhéran va à l'encontre de l'accord qui avait quasiment été scellé –du moins dans la tête de l'Occident- avec l'AIEA et le groupe des six pays en charge du dossier (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Allemagne). Ce projet consistait à transférer la majeure partie (70%) de l'uranium iranien faiblement enrichi (à 3,5%) en Russie puis en France, qui se seraient chargées de le convertir en combustible nucléaire. Un compromis permettant d'une part à l'Iran d'obtenir la garantie d'être fournie en combustible nucléaire pour son réacteur de recherche (\*), et d'autre part aux autres parties en présence de se libérer de la nécessité de sanctionner Téhéran, qui ne disposerait ainsi plus de réserves d'uranium propres suffisantes pour fabriquer la bombe atomique. Mais les

responsables iraniens ont toujours craint que l'Occident ne respecte pas ses promesses. C'est pourquoi ils demandent la fourniture effective de combustible nucléaire avant de renoncer à leur production propre.

Pas plus tard que ce mardi, encore, le chef de l'Agence iranienne à l'énergie atomique, Ali Akbar Salehi, a réaffirmé que Téhéran cesserait cet enrichissement dès que les puissances occidentales lui permettraient effectivement de leur acheter du combustible. «Dès qu'elles nous fourniront du carburant, nous arrêterons la production d'uranium à 20%», a-t-il déclaré lundi soir à la télévision d'Etat. Même son de cloche du côté d'Ali Asghar Soltanieh, le représentant de l'Iran à l'AIEA, selon qui la décision prise par l'Iran résulte du manque de réponse des grandes puissances «à [leur] proposition positive et logique». «Nous ne pouvons pas laisser les hôpitaux et les patients attendre désespérément les radio-isotopes» dont ils ont besoin pour leurs soins», a-t-il ajouté

## **« Le temps est à l'adoption de sanctions fortes »**

Mais les Etats-Unis et la France refusent de se laisser mener par le bout du nez. Lors d'un entretien, Nicolas Sarkozy et le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates, avaient convenu que «le temps était à l'adoption de sanctions fortes» contre l'Iran. Avant eux, le ministre français de la Défense, Hervé Morin, avait déjà jugé «nécessaire, malheureusement, d'engager un dialogue international qui mènera à de nouvelles sanctions si l'Iran ne cesse pas ces programmes.» «Nous avons la certitude, la conviction que ces programmes sont des programmes à fins militaires. C'est extrêmement clair pour les uns comme pour les autres», avait-il prévenu.

Au cours des derniers mois, la communauté internationale a offert à l'Iran de multiples occasions de fournir des garanties sur ses intentions en matière de nucléaire, a également insisté Robert Gates. «Si la communauté internationale est unie et fait pression sur l'Iran, je pense qu'il est encore temps pour que des sanctions soient efficaces.» Quant au ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, s'il a reconnu que « nous n'avions pas d'autre choix » que d'envisager de nouvelles sanctions ; estimant que l'Iran faisait du «chantage», il avait souligné que « nous n'avions pas encore convaincu la Chine ». Son droit de veto au Conseil de

sécurité des Nations unies laissait présager de longues discussions à venir... Mais, Pékin, qui estimait qu'évoquer des sanctions contre l'Iran compliquerait les choses, avait plaidé pour que les différentes parties reviennent à la table des négociations. Peu à peu, le flou des intentions de Téhéran leur a fait modifier leur point de vue. Sous certaines conditions, Pékin se rallierait à des sanctions.

C'est sans surprise qu' Israël, ennemi juré de l'Iran, a appelé le Conseil de Sécurité à agir vite. Selon le ministre de la Défense, Ehoud Barak, la dernière provocation de Téhéran serait une «preuve supplémentaire que l'Iran ridiculise le monde entier». « Le mois qui vient est décisif. Il est temps pour la communauté internationale d'imposer des sanctions douloureuses à l'Iran, même si la Russie et la Chine ne s'y associent pas », a renchéri le ministre israélien du Développement régional, Sylvan Shalom. Et le ministre israélien de l'Industrie et du Commerce, Binyamin Ben Eliezer, d'en rajouter une couche, via un coup de pression à Washington : «Les Etats-Unis devraient comprendre l'énormité de la catastrophe qui va se produire au Moyen-Orient, et ce d'autant plus qu'ils seront les premiers à en payer les conséquences.»

Si Moscou avait jusque-là prôné le dialogue et fait preuve de patience, la Russie semble cette fois prête à accepter des mesures de rétorsion contre l'Iran. A l'annonce du lancement du processus d'enrichissement d'uranium iranien, le secrétaire russe du Conseil de sécurité, Nikolai Patrouchev, a en effet reconnu que les démarches entreprises par l'Iran semaient le doute quant à sa véritable intention. «Et ces doutes sont assez fondés», a-t-il ajouté. «Le recours à un règlement du conflit via des méthodes diplomatiques et politiques est préférable, a-t-il poursuivi, mais (cette approche) a ses limites. Il y a des limites à la patience.» Nikolai Patrouchev avait tout de même une crainte : «Il est très important qu'on n'en arrive pas à la guerre».

*(\*) L'AIEA est théoriquement obligée, conformément à son propre règlement, de fournir aux membres du Traité de non prolifération nucléaire (TNP), dont fait partie l'Iran, de l'uranium enrichi à des fins de recherche.*

Jean-Claude COURDY